

14 ACTUALITÉS

600 écoles ontariennes offriront ce service aux enfants âgés de 4 et 5 ans

La maternelle à temps complet cet automne

TORONTO – Près de 600 écoles ontariennes offriront la maternelle à temps complet aux enfants

âgés de 4 et 5 ans l'automne prochain, a appris hier La Presse Canadienne.

Le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, sera à Chatham aujourd'hui pour dévoiler

les détails entourant la première phase de ce coûteux programme dont l'implantation complète

devrait prendre cinq ans.

Selon un représentant du gouvernement ontarien, M. McGuinty annoncera quels établissements scolaires de Chatham fourniront le service, pendant que d'autres députés feront de même dans leur circonscription. La liste de toutes les écoles ayant reçu le feu vert sera disponible en ligne sous peu.

Environ 35 000 enfants, soit 15 % de tous les bambins admissibles, pourront bénéficier du programme dès septembre prochain. Le premier ministre a promis de faire passer ce nombre à 50 000 en 2011.

En 2015, tous les petits de quatre et cinq ans admissibles devraient pouvoir fréquenter la maternelle à temps complet.

1,5 milliard \$ par année

Dalton McGuinty a décidé d'aller de l'avant avec ce programme, qui coûtera environ 1,5 milliard \$ par an une fois sa mise en place complétée, en dépit du déficit sans précédent de 25 milliards \$ de la province.

Les quartiers défavorisés ainsi que ceux qui ont le plus besoin du service et l'espace nécessaire pour l'accueillir auront la priorité.

Au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, la maternelle à temps complet est offerte pour les enfants de cinq ans. Le Québec propose aussi des programmes pour les bambins de quatre ans, tout comme l'Alberta, la Manitoba et la Saskatchewan.

La Colombie-Britannique prévoit offrir la maternelle à temps complet à tous les enfants de cinq ans d'ici 2011. Au moins la moitié des écoles de la province pourront fournir le service dès septembre.

LA PRESSE CANADIENNE

EN BREF

Le premier accusé des « 18 de Toronto » plaide non coupable

TORONTO – Le premier adulte à subir son procès pour avoir supposément planifié des attentats terroristes dans la région de Toronto a plaidé non coupable hier. Shareef Abdelhaleem, âgé de 34 ans, est accusé d'avoir appartenu à un groupe terroriste et d'avoir voulu causer une explosion. Il avait été arrêté en juin 2006, avec 17 complices présumés, pour avoir supposément planifié des attentats à la bombe contre différentes cibles en Ontario. Emprisonné depuis son arrestation, Abdelhaleem a plaidé non coupable dès le premier jour de son procès devant un tribunal de Brampton, en Ontario. Il a choisi d'être traduit devant un juge seul et non devant un jury. Des 18 hommes d'abord accusés dans cette affaire, quatre ont plaidé coupable, un jeune a été reconnu coupable, sept ont vu les accusations contre eux abandonnées, et cinq subiront leur procès en mars.

LA PRESSE CANADIENNE

TOYOTA TOUT INCLUS

Programme d'entretien Privilège gratuit*

SUR TOUS LES MODÈLES TOYOTA 2009 ET 2010 (2 ANS OU 48 000 km) : VIDANGE D'HUILE, SERVICES D'ENTRETIEN, FILTRES À AIR ET ROTATION DES PNEUS.

4 PNEUS D'HIVER GRATUITS*
AVEC CES CINQ MODÈLES

JUSQU'À **2 000 \$ DE REMISE***

120 JOURS
SANS AUCUN PAIEMENT À L'ACHAT*

0 \$ comptant et dépôt de sécurité, transport et préparation inclus*



YARIS BERLINE 2009
TOUT ÉQUIPÉE
AIR CLIMATISÉ, FREINS ABS, GROUPE ÉLECTRIQUE, TRANSMISSION MANUELLE
À partir de **198 \$** par mois, location 60 mois
0\$ comptant
Incluant une remise de 2 000 \$**



COROLLA 2010
À partir de **217 \$** par mois, location 60 mois
0\$ comptant
Incluant une remise de 500 \$**



MATRIX 2010
Modèle XR illustré
À partir de **230 \$** par mois, location 60 mois
0\$ comptant
Incluant une remise de 500 \$**



CAMRY 2010
À partir de **362 \$** par mois, location 48 mois
0\$ comptant
Incluant une remise de 500 \$**



VENZA 2RM 2009
À partir de **426 \$** par mois, location 48 mois
0\$ comptant
Incluant une remise de 1 000 \$**



Partez confiant

Pensez plus, dépensez moins. ^{MC}

VOTRE NOUVELLE TOYOTA PART TOUJOURS AVEC LE PLEIN D'ESSENCE, L'ASSISTANCE ROUTIÈRE ET DES TAPIS PROTECTEURS.

Programme de location et de financement à l'achat de Toyota Canada Inc. Conditionnel à l'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. L'immatriculation, les assurances, les taxes et les droits sont en sus. Les offres s'adressent aux particuliers qui achètent ou louent et prennent possession d'un véhicule entre le 5 janvier 2010 et le 31 février 2010. Le concessionnaire peut louer ou vendre à prix moindre. Détails chez votre concessionnaire participant. **Offres applicables aux modèles Yaris berline 2009 (8F303M BA), Corolla 2010 (8U420M BA), Matrix 2010 (8U420M AA), Camry 2010 (8F303M AA) et Venza 2RM 2009 (2E131T AA) de base neufs en stock. Certaines caractéristiques des modèles illustrés sont offertes en option (coût additionnel applicable). Finishe annuelle de 24 000 km. Frais de 7 \$ du kilomètre excédentaire pour la Yaris berline 2009, la Corolla 2010 et la Matrix 2010, 10 \$ pour la Camry 2010 et 15 \$ pour la Venza 2009. 1 Programme d'entretien gratuit pendant 2 ans / 48 000 km. Le Programme d'entretien gratuit procure les services prévus au calendrier d'entretien recommandé par le fabricant qui accompagne chaque véhicule Toyota. Le calendrier est basé sur la période de temps écoulée ou le kilométrage, selon la première éventualité. Les intervalles des services d'entretien doivent être respectés conformément au calendrier. Certaines exclusions peuvent s'appliquer. Le propriétaire sera responsable des services ou des composants qui ne sont pas inclus dans le calendrier d'entretien. Veuillez consulter votre concessionnaire Toyota pour plus de détails. Le Programme d'entretien gratuit Toyota sera offert pendant une période limitée sur les véhicules Toyota canadiens neufs vendus à partir du 5 janvier 2010. L'offre peut changer sans préavis. * Offre de la pous d'hiver d'une valeur de 400 \$ avant taxes applicable à l'achat ou à la location d'une Yaris berline 2009, d'une Corolla 2010, d'une Matrix 2010, d'une Camry 2010 et d'une Venza 2009 neuves en stock. Cette offre est une remise en dollars à l'achat et à l'installation de la pous d'hiver, excluant les jantes, de n'importe quelle marque chez un concessionnaire Toyota. Aucun crédit ou remboursement ne sera octroyé. Cette offre ne peut être remplacée par aucune autre offre. 1 Pour les modèles Yaris berline 2009 manuelle obtenez une remise de 2 000 \$ (Yaris berline 2009 automatique, remise de 1 000 \$), pour la Venza 2009 obtenez une remise de 1 000 \$ et pour les Corolla 2010, Matrix 2010, Camry 2010 obtenez une remise de 500 \$ à l'achat ou à la location. À la location, les mensualités tiennent compte de la remise. * Les factures aucun paiement pendant 120 jours lorsque vous financez jusqu'à 72 mois l'achat d'un véhicule Toyota neuf non immatriculé par l'entremise de Toyota Services Financiers. Cette offre s'applique aux demandes de crédit approuvées des clients de détail qui achètent et prennent possession d'un véhicule avant le 31 février 2010. Le premier paiement mensuel sera différé pendant 90 jours (jusqu'à 120\$ jour du contrat) et le contrat de financement sera prolongé en conséquence. Les frais d'intérêt ne s'accumulent pas pendant les 90 premiers jours du contrat. Après 90 jours, les intérêts commenceront à s'accumuler et l'acheteur remboursera le capital et l'intérêt pendant la durée du contrat. ** Protection de crédit en cas de perte d'emploi offerte à titre gracieux. Des conditions et restrictions additionnelles s'appliquent. Détails complets chez votre concessionnaire Toyota ou au www.toyotaquebec.ca. ** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 2 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle.



toyotaquebec.ca

GATINEAU Toyota Gatineau 819 568-0066 // HULL Villa Toyota 819 776-0077 // MASSON-ANGERS Auger Frère 819 986-2224

LEDROIT, LE MARDI 12 JANVIER 2010

Il annoncera ce matin qu'il brigue la mairie d'Ottawa et qu'il quitte le cabinet McGuinty

Watson revient à ses premières amours



DOMINIQUE
LA HAYE
dlahaye@ledroit.com

Le ministre ontarien Jim Watson doit annoncer ce matin sa candidature à la mairie d'Ottawa aux élections d'octobre 2010, mettant fin à des rumeurs persistantes à cet effet.

Selon des sources proches de M. Watson, le député libéral d'Ottawa-Ouest-Nepean doit du même coup annoncer sa démission de ses fonctions de ministre des Affaires municipales et du Logement.

Un avis aux médias envoyé hier après-midi par l'équipe de M. Watson indique que celui-ci émettra un communiqué à 10 h ce matin «au sujet de ses plans politiques». Il accordera ensuite des entrevues individuelles aux médias.

Au cours des dernières semaines, M. Watson avait indiqué qu'il ferait part sous peu de sa décision, à savoir s'il se lancerait dans la course à la mairie.



Il s'agit d'un retour sur la scène municipale pour Jim Watson, qui a été maire de l'ancienne Ville d'Ottawa de 1997 à 2000.

Il s'agit ainsi d'un retour sur la scène municipale pour le politicien bilingue qui a été maire de l'ancienne Ville d'Ottawa de 1997 à 2000.

En 2003, il a été élu à l'Assemblée législative de l'Ontario pour représenter la circonscription

d'Ottawa-Ouest-Nepean.

Remaniement à Queen's Park

Ce départ devrait amener le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, à effectuer prochainement un remaniement ministériel. L'ex-ministre ontarien

George Smitherman a pour sa part aussi quitté le cabinet McGuinty à l'automne et remis la semaine dernière sa démission à titre de député libéral de Toronto Centre, dans le but de présenter sa candidature à la mairie de Toronto.

Des adversaires de moins ?

Selon le doyen adjoint à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa et ex-conseiller municipal d'Ottawa, Stéphane Émard-Chabot, la candidature de M. Watson pourrait faire reculer certains adversaires politiques qui songent aussi à se présenter à la mairie. «Certains vont y repenser deux fois avant de soumettre leur candidature, car Jim Watson est quelqu'un de connu et qui peut s'organiser et avoir une machine capable d'aller chercher des fonds sans trop de difficulté», croit-il.

Cela pourrait être le cas notamment des conseillers Peter Hume et Diane Deans et du maire actuel, Larry O'Brien. Ce dernier fera part de ses intentions au printemps seulement. Seuls

Robert Gauthier et le conseiller Alex Cullen ont officiellement dévoilé leurs intentions de tenter de gagner le fauteuil de maire.

La conseillère Diane Deans a pour sa part indiqué au *Droit*, hier, qu'elle n'avait pas encore décidé si elle se portera candidate à la mairie de 2010. «Je n'ai pas encore pris ma décision. Je la prendrai après avoir consulté les gens en qui j'ai confiance ainsi que mes électeurs», a-t-elle dit.

M. Émard-Chabot explique que selon la loi, M. Watson n'est pas forcé de démissionner de ses fonctions de ministre et de député à moins d'une victoire à la mairie.

«Légalement, la loi interdit à quelqu'un d'être élu à deux charges, dit-il. Mais sur le plan politique, ça risquerait d'être difficile pour lui de demeurer ministre et au cabinet avant les élections. La province exerce des pouvoirs qui pourraient le placer en apparence de conflit d'intérêts. Ce serait donc plus sage de démissionner et ça lui donnerait plus de latitude.»


 Université du Québec en Outaouais

SAVOIR



LES TROUBLES DE CONDUITES ALIMENTAIRES MAUVAISES HABITUDES OU MALADIE?

Annie Aimé est professeure au Département de psychoéducation et de psychologie de l'UQO et est spécialiste des problèmes liés au poids et des troubles de conduites alimentaires. Elle a rapidement constaté que la recherche clinique s'avèrerait un excellent moyen d'étudier le problème et que l'enseignement lui permettrait de transmettre des connaissances théoriques et pratiques sur ce sujet d'actualité.

De nouvelles recherches en Outaouais
« C'est troublant de voir une fillette de 5 ans qui se compare déjà et sait que si elle mange moins, elle perdra du poids. Et dès cet âge, les enfants développent des problèmes d'image corporelle, voire même des problèmes d'alimentation » explique la professeure Aimé.

Une nouvelle étude a été amorcée auprès de 356 familles dont les enfants, âgés de 8 à 12 ans, fréquentent 4 écoles de la région. L'objectif est d'effectuer une comparaison entre la perception des parents et celles des enfants concernant leur poids et leurs habitudes alimentaires. Les enfants sont pesés et mesurés. « Il sera très intéressant de voir comment un enfant ayant un surplus de poids sera perçu par ses parents et comment il se percevra lui-même. Parfois, les surplus de poids s'incrument et les parents ou les enfants ne les voient plus

vraiment » d'ajouter la professeure Aimé. « À compter de l'adolescence, des différences importantes s'observent entre les filles et les garçons : les garçons entament alors la recherche d'une silhouette musclée, en forme de V et avec le fameux 6 packs (abdominaux). Dans ce contexte, prendre quelques kilos pour un garçon est habituellement perçu comme positif (surtout si c'est en muscles!), mais pour plusieurs filles, la prise de poids inévitable de l'adolescence est vécue comme une catastrophe ».

Le virage santé dans les écoles

« Comment le virage santé dans les écoles, avec le retrait de la malbouffe a-t-il contribué aux changements des habitudes alimentaires des enfants? » Cette question semble elle aussi importante pour la professeure Aimé. « Un aspect inquiétant à l'école pour les enfants et les adolescents aux prises avec un excès de poids; ce sont les railleries de leurs collègues et le phénomène de l'exclusion sur la base du poids ou de la silhouette ». « Ce que je veux comprendre, c'est si ces jeunes sont déjà en détresse à 8 ans ou s'ils le sont plus tard, soit vers 12 ans quand la puberté arrive. Et on doit trouver une façon d'aider ces jeunes puisqu'aujourd'hui encore, ceux qui se distinguent de la masse moyenne sur ce point ne sont pas choisis comme amis par leurs pairs » d'expliquer la professeure Aimé.



Annie Aimé, professeure au Département de psychoéducation et de psychologie de l'UQO.
Photo : Pier-Baril Pelletier

L'obésité et le diabète

Un deuxième projet de recherche cible le diabète de type 2 et les troubles des conduites alimentaires. Le traitement standard offert aux personnes diabétiques vise à régulariser le taux de glycémie et à prévenir les complications diabétiques en s'attaquant principalement à deux cibles, soit l'alimentation et l'activité physique. Or, pour les personnes qui ont un trouble de conduite alimentaire en plus de leur diabète, la première cible (l'alimentation) est particulièrement difficile à travailler. C'est particulièrement vrai pour les individus qui souffrent d'hyperphagie boulimique, c'est-à-dire des gens qui mangent avec excès sans compensation.

De l'aide sur Internet

La professeure Aimé connaît bien les groupes d'aide pour les personnes avec un problème de poids. D'ailleurs, elle salue l'arrivée sous peu dans notre région du groupe ANEB Québec www.anebquebec.com (Association québécoise d'aide aux personnes souffrant d'anorexie et de boulimie). « L'aide et la connaissance des problèmes liés au poids est très importante, dites-vous que s'il y avait moins de discrimination envers ces personnes, au même titre que pour le racisme, elles ne seraient plus perçues comme des personnes manquant de volonté ou même comme des perdantes, et avec une plus grande ouverture de la société ainsi que plus d'acceptation et de soutien de leur entourage, ces gens seraient sans doute plus aptes à lutter contre leur problème de poids » de conclure la professeure Aimé.



L'UQO, ça grandit 

Portes ouvertes

30 janvier 2010 - 10 h à 15 h
Gatineau | 283, boulevard Alexandre-Taché

uqo.ca/portes-ouvertes

L'UQO, ça grandit 

Suivez-nous sur 

UQO.CA

113137224

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com 1-800-387-6222 ext. 6224
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

LEDROIT, LE MARDI 12 JANVIER 2010

Autos Careers Classifieds Homes

Turnbull School - Ottawa

Private - JK to Grade Open Doors
Morning - Feb 9
www.turnbull.ca

Ottawa Areas Homes

Thousands Of Homes For Sale
Ottawa Area. Search For Free
www.Search-Ottawa-HomeForSale.com

New mini-hospital planned for Orleans

By **DONNA CASEY, OTTAWA SUN**

Last Updated: 12th January 2010, 6:39am



Ottawa-Orleans MPP Phil McNeely and Minister of Municipal Affairs Jim Watson stand with Gilles Morin, president of the board of trustees at the Montfort Hospital, during today's announcement of a new health hub in Orleans. (DONNA CASEY Ottawa Sun)

A new \$150-million Orleans mini-hospital will be located on Mer Bleue Rd., with groundbreaking expected by March 2011.

The location of the Orleans Family Health Hub was revealed Monday morning. The new project is being called the future of health care delivery in Ontario by its proponents.

The hub will move day surgery, dialysis and cancer detection and treatment into a clinic setting, at almost one-third of the costs of traditional hospitals, said Ottawa-Orleans MPP Phil McNeely.

"This represents a new vision and a new type of delivery of health care," said Dr. Bernard Leduc, the CEO of the Montfort Hospital, the lead agency on the project.

Cumberland Coun. Rob Jellett called the project "the largest single development in Orleans" with an expected creation of 1,500 construction jobs.

"This is the future of Orleans coming here," said Jellett to a group of provincial MPPs, Mayor Larry O'Brien and other city councillors.

As part of the announcement today, the Taggart Group of Companies made a \$3-million donation to the fundraising campaign

for the hub. Planners purchased property for the site from Taggart.

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Quebec to get tough on use of French in Outaouais

BY DAVE ROGERS, THE OTTAWA CITIZEN JANUARY 11, 2010

OTTAWA — The Office québécois de la langue française is increasing enforcement of the Charter of the French Language from its Gatineau office to make sure that Outaouais businesses operate mainly in French.

Agency spokesman Martin Bergeron, said two “francisation counsellors” were hired in the fall of 2009 to replace one counsellor because of the challenges French faces in the Outaouais. (The former counsellor retired.)

“Only 45 per cent of companies in the Outaouais have French certificates compared to 85 per cent in the rest of Quebec,” Bergeron said. “It could be more difficult for companies in the Outaouais to operate in French and the end result of that is that fewer businesses have certificates.

“To get a certificate, businesses are required to use French in advertising, meetings, signage, documents and software. Companies that require specialized software may use that software in English, but will have to use operating software and other general software in French.”

He said large and medium-sized businesses with more than 50 employees are not using French as much as the Charter of the French Language requires because of the proximity of Ontario.

The Outaouais, Bergeron said, is the only Quebec region where the number of French-language inspectors has been increased. The number of complaints about Outaouais companies failing to use French hit 21,000 in 2006-2007 but declined to 200 to 500 in recent years.

Bergeron said the number of complaints spiked in 2006-2007 because of a media campaign by l’Impératif français, a French-language advocacy group based in Aylmer.

Companies with more than 50 employees are required to operate mainly in French, but can use some English. Quebec government offices are required to use only French unless English is necessary.

Companies with fewer than 50 employees don’t necessarily need to have meetings and produce documents in French. Small businesses selling products to the public must have invoices and labeling in French.

“The increase in staff will help because there are many businesses and government offices to visit,” Bergeron said. “When there was only one person, we could visit them less often.

“Businesses and even government offices need our help to get their French certificates because they

don't know all the rules. The Charter of the French Language has 205 articles and they don't know all the rules.”

He said only two per cent of complaints are sent to the Quebec attorney general's office for prosecution.

Businesses face fines of \$500 to \$1,400 for a first offence and \$1,000 to \$7,000 for a second offence. People who violate the charter face fines of \$250 to \$700 for a first offence and \$500 to \$1,400 for subsequent offences.

Agency officials are targeting the Outaouais because of the low level of compliance from businesses and the number of complaints about French-language charter violations.

Christine St-Pierre, the minister responsible for the Charter of the French Language, developed a plan in 2008 to promote the use of French among all Quebec companies. The agency advertised in the Outaouais, Montreal and Estrie region, mainly in the Eastern Townships.

The cost of operating the Office québécois de la langue française increased to \$21 million in 2009 compared to \$19 million in 2008.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

6 special Ottawa schools on block

Alternative schools should be closed, board review finds

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN JANUARY 12, 2010

After 27 years, the end could be approaching for Ottawa's six alternative schools.

A report to be delivered to a committee of the public board says the alternative-model schools should lapse as soon as boundary and accommodation reviews are completed.

The review, to be delivered to the board's education committee, advises "consolidating" Manor Park Public School, which also has a regular English and French immersion stream, for September 2011, and allowing the other five alternative schools -- Churchill, Grant, Lady Evelyn, Riverview and the intermediate program at Summit -- to retain their alternative designations only until boundary or accommodation reviews have been completed.

"They don't say 'shut down.' But they will be shut down. Not with a bang, but a whimper," said Richard Deadman, the chairman of the Alternative School Advisory Committee and the parent of four children who are or have been students in alternative schools.

The recommendations fall under the assumptions of a recent Ottawa-Carleton District School Board strategic plan that stresses "community schools." Under this model, most students will attend their designated schools. The extra transportation and staffing costs associated with the alternative program are about \$350,000 a year.

Alternative-school parents are already lobbying trustees to get the seven votes needed to keep their schools open. A final decision will be made in the next few weeks.

If the parents fail, Deadman predicts the schools will close under the alternative model within three to five years.

There are about 1,200 students in Ottawa's alternative schools, which started with one site, Lady Evelyn, in 1982.

The program is loosely based on the the educational philosophies of the U.S. writer Alfie Kohn, who called for greater parental involvement, embraced multi-age classrooms and rejected standardized testing. Student progress is tracked anecdotally, rather than through grades.

"It's based on the idea of intrinsic learning," said Deadman. "It's learning from the inside, not because they're going for marks or gold stars."

In some ways, the philosophies behind alternative schools are now widespread through the board.

When the concept was first introduced in Ottawa, it was outside of the mainstream. But today, "the mandate and expectations of the alternative program do not differ greatly from the regular English program," said the report, which recommended increasing the focus of parental involvement in all of its schools.

"Over the past 10 years in the province of Ontario, the Ministry of Education and the OCDSB have provided clear direction regarding a shift towards learner-centred instruction in all schools," said the report.

"If these are best practices, let's roll them out for the benefit of all students," said trustee Rob Campbell. "If you accept that, what's the continued role of the alternative education program?"

Meanwhile, the report notes that administrators have sought clarification from the province about the alternative school practice of producing two versions of report cards -- one with marks and the other with comments but no grades.

"This practice is not permitted in public-funded schools in Ontario and will need to be discontinued, regardless of the review of the alternative program," said the report.

Last week, the school board voted to reduce some of the criteria that allow students to transfer from one school to another. Closing alternative schools is one more step in reducing choice, said Deadman.

"The board is moving to a community school model. Which is a one-size-fits-all model," he said.

Only three other boards in the province offer programs for students with different learning styles, although the Toronto District School Board has expanded its offering of schools for students with different learning styles. Despite overall declining enrolment, the Toronto board offers 41 alternative programs covering a range of education philosophies.

Although only a handful of trustees have an alternative school in their zone, this could be one of those issues that crosses boundaries, said trustee Campbell, who has one alternative school, Lady Evelyn, in his Rideau-Vanier/Capital zone.

"Some trustees believe strongly in choice. It's a philosophical thing," he said.

"I suspect many, if not most trustees, will raise questions of principle and what we plan to do strategically."

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)**Ottawa Area Homes**

Search Thousands Of Foreclosures
In Ottawa For Free
www.Search-Ottawa-HomeForSale.com

Need a Second Mortgage?
Home Loans Regardless of C
It's that Simple. Apply Online |
HomebaseCanada.ca

Algonquin students politely ask for no strike

By **TERRI SAUNDERS, OTTAWA SUN**

Last Updated: 12th January 2010, 6:40am



Emily Boehm, vice president of the Algonquin College Students' Association, was busy Monday handing out letters politely asking faculty to vote against going on strike. TONY CALDWELL/Ottawa Sun

As college students around Ontario sign petitions protesting a faculty strike vote planned for Wednesday, Algonquin students are trying a quieter approach.

"We put letters in the mail boxes of all faculty members politely asking them to vote no," said Mike Hirsch, president of the Algonquin College Students' Association, Monday. "We want to remain neutral, but it's fair to say we don't want a strike."

At other colleges in the province Tuesday students are passing around petitions asking staff to vote no when officials from their union, the Ontario Public Service Employees Union, asks them to consider a strike mandate Wednesday.

Students at some institutions are taking a more drastic approach by staging one-hour walkouts. At Algonquin, students aren't going to go those lengths to get their opinions across. At least, not yet.

"We'll see how things go on Wednesday," said Hirsch. "If it turns out faculty vote in favour of a strike, then we'll have to see if we're going to do anything else to let them know we'd rather they didn't strike."

Union officials said Monday they understand the frustration experienced by students whenever a faculty strike looms.

"First and foremost, our responsibilities are to our members," said Greg Hamara, OPSEU spokesman. "We don't want to strike. We want to get back to the negotiating table."

Hamara said issues like workloads and academic freedom have been at the forefront of discussions between the union and the province since the contract covering college faculty expired in August.

"Our position is we are in negotiations to improve the quality of college education in Ontario," said Hamara. "We are hoping this vote will serve as a wake-up call to the province that we should get back to the bargaining table and start talking again."

terri.saunders@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved